

# Organiser la solidarité avec les travailleurs d'iran

vendredi 9 mars 2018, par [FARAHANY Behrouz](#) (Date de rédaction antérieure : 30 janvier 2018).

Depuis la fin de la guerre meurtrière et dévastatrice Iran-Irak (1980-1988), les gouvernements successifs, ont appliqué des politiques économiques néo-libérales concoctées par FMI. Celles-ci s'accompagnent de licenciements, de fermetures d'usines, de la disparition de pans entiers de l'industrie (comme le textile et les pièces détachées électriques), de la réduction du niveau de vie des classes laborieuses.

Les salariéEs iranienEs, quoique sur la défensive, ont riposté par des grèves, des occupations d'usine, des manifestations de rue, des blocages de routes, etc...

Une nouvelle génération militante est sortie de ces vagues de luttes, avec deux revendications centrales : le droit de faire grève et celui de constituer des organisations ouvrières indépendantes du pouvoir.

La réponse des autorités a été une répression systématique et toujours plus dure. Des militantEs ont été licenciéEs, harcelés, jetéEs en prison, torturés et même tués.

Au diapason avec cette renaissance du mouvement ouvrier en Iran, les militantEs en exil ont organisé des comités de soutien et d'entraide dans plusieurs pays étrangers et notamment en France. Ils/elles ont diffusé des informations sur les luttes et appelé à la solidarité internationale. Ils/elles ont fait connaître des militantEs éminentEs de ces luttes aux organisations politiques et syndicats de leurs pays de résidence.

Dans plusieurs pays comme le Canada, le Royaume-Uni et la France, les centrales ouvrières ont répondu à cet appel à la solidarité.

En France, par exemple, un Collectif de soutien regroupant la CGT, la CFDT, Solidaires, la FSU et l'UNSA a été créé. Il est cité en exemple par les syndicalistes iraniens.

Depuis plusieurs années, il apporte un soutien efficace aux syndicalistes iraniens avec qui il a établi des relations directes. Ce collectif intervient régulièrement auprès des autorités iraniennes et françaises, ainsi que des structures syndicales internationales.

Il a également présenté la situation du monde du travail en Iran dans des réunions publiques, ainsi qu'au sein de l'OIT (Organisation internationale du travail). Lors de ces initiatives, la parole a été à chaque fois donnée à des militantEs iranienEs résidant en France<sup>1</sup> ou venus spécialement d'Iran.

Ces actions de solidarité ont permis à plusieurs reprises d'obtenir la sortie de prison de certains syndicalistes ou l'amélioration de leurs conditions de détention, dont l'obtention de soins médicaux. Une des dernières initiatives a été la publication en décembre dernier d'une déclaration commune de 12 syndicats de France, de Suède, d'Espagne, d'Italie, et de Belgique concernant la situation déplorable de Reza Shahabi. Ce dirigeant emprisonné du syndicat Vahed (Régie d'autobus de Téhéran et de sa banlieue), est en danger de mort à cause de ses conditions très dures de détention et le manque de soins que son état de santé nécessite.

---

**P.-S.**

Article en ligne sur le site de SSTI (Solidarité socialiste avec les travailleurs d'Iran)

<http://www.iran-echo.com>